

Amnesty International : suite de la page 1

Autor(en): **Rey, Claudine**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **65 (1977)**

Heft 5

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-274876>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Femmes battues - Femmes humiliées

Amnesty International

Suite de la page 1



toutes les tranches d'âges. Toute personne de bonne volonté y est la bienvenue depuis celle qui ne peut consacrer qu'une soirée par mois à celle qui peut donner beaucoup de son temps (les principaux membres donnent bien souvent plus de quatre heures par jour, naturellement tout le travail est bénévole).

A.I. lutte pour faire libérer les personnes emprisonnées en raison de leurs idées politiques, leur croyance religieuse, leur race ou leur ethnicité pour autant qu'elles n'aient pas usé ou préconisé la violence. Ces prisonniers sont appelés «prisonniers d'opinion». A.I. lutte également contre la torture. Cette action devient de plus en plus importante car malheureusement la torture est une gangrène qui s'étend de plus en plus, «ce n'est pas une simple exaction localisée, elle est internationale; des experts sont envoyés d'un pays à l'autre; des écoles de torture justifient et enseignent les méthodes à employer; des équipements modernes, conçus et utilisés pour torturer font l'objet d'un commerce international (réf.: «Rapport sur la Torture» Gallimard 1974). «Il faut réussir à rendre la torture aussi impensable que l'esclavage» a dit Sean McBride.

Un autre aspect du travail d'A.I. sont ses nombreuses publications, on peut citer:

Rapport sur le Chili, sur «la situation des prisonniers politiques dans les camps et les asiles psychiatriques en URSS», des rapports de missions aux Philippines, en Argentine, à Singapour, en Rhodésie, République démocratique du Yémen, Para-

guay, Malawi, Taïwan, Iran, Guatemala, Tchécoslovaquie et Namibie. Récemment aussi, «Le premier procès des tortionnaires grecs, 1975». A.I. publie également «La chronique des événements courants» un samizdat dont les auteurs sont les dissidents soviétiques, et qui donnent des renseignements sur tout ce qui se passe dans les camps d'URSS. Ce n'est pas parce qu'un certain gouvernement est critiqué que celui sur lequel A.I. n'a aucun renseignement reçoit un éloge. En effet, il y a des pays où les sources de renseignements sont invérifiables et par souci d'objectivité A.I. ne peut se permettre de donner les informations qu'elle reçoit. (par exemple en Chine ou au Cambodge).

La torture prend des formes de plus en plus raffinées. On torture des enfants devant leurs parents, des conjoints l'un devant l'autre. Les prêtres ne sont pas épargnés. Les femmes sont encore plus à plaindre car elles risquent d'être enceintes de leurs bourreaux. (Les viols sont monnaie courante)... on a même vu qu'une jeune femme enceinte après une séance de torture au Chili avait demandé un avortement, ce qui lui fut refusé car: «elle devait être fière de mettre au monde un enfant défenseur de la patrie...»

CONCLUSION

Nos systèmes d'éducation, nos journaux devraient nous enseigner, dès notre plus jeune âge, que toute personne, d'une autre race, d'une autre religion, d'une autre idéologie a droit au respect et à la liberté, c'est là, la base de notre croyance et de notre lutte.

Claudine Rey

Berlin: une maison d'accueil pour femmes battues déjà trop petite

Elles sont entre 100000 et 4 millions, suivant les estimations, les femmes battues en Allemagne fédérale, pour un pays de 60 millions d'habitants.

Du fait que les principales intéressées se taisent, parce qu'elles n'osent pas parler, ou encore qu'elles espèrent, envers et contre tout, que «ça va s'arranger avec le temps», ce phénomène de société est passé sous silence. «Une femme battue? C'est l'exception; et puis de toute façon, c'est bien de sa faute, non? Et d'ailleurs, elle aime ça!» Un type de remarque qui se fait entendre, plus souvent qu'on ne croit. Silence épais donc? Non, car des femmes commencent à réagir en Angleterre, aux Etats-Unis, en France, en Allemagne. Et même en Suisse. A Berlin-Ouest, une maison d'accueil pour femmes battues a ouvert ses portes le 1er novembre 1976. Depuis lors, elle ne désemplit pas de femmes venues, avec leurs enfants bien souvent, s'y réfugier. Elle est l'aboutissement d'une action menée par huit femmes du mouvement des femmes qui, par leur expérience professionnelle quotidienne, avaient compris l'ampleur du problème et admis la nécessité de faire quelque chose. Travailleur·ses sociales, psychologues, avocates et médecins, elles entreprennent des démarches auprès des pouvoirs publics, en vue d'obtenir un soutien moral, matériel et financier. Ni les ministères du gouvernement de Bonn, ni le Sénat de Berlin (Gouvernement à majorité socio-démocrate ne voient la nécessité d'ouvrir une maison de ce genre.

Les huit féministes ne se découragent pas pour autant. Elles publient une brochure et diffusent des tracts relatant la misère des femmes battues, cas à l'appui: elles attribuent ce phénomène aux relations existant entre hommes et femmes et qui permettent justement que les hommes, qui sont les plus forts, exercent tout naturellement leur pouvoir (et leur violence) sur leurs femmes; ce qui, du reste, est aussi accepté par les femmes victimes de ces violences.

Les premières réactions dans les quartiers ont été vives. Aussitôt les «mass media» prêtent l'oreille. Et lorsqu'une femme, ministre du gouvernement fédéral, affirme à la télévision que le projet de maison ne l'intéresse pas et que c'est aux femmes à savoir se défendre toutes seules, les lettres de protestation affluent à la télévision par corbeille de linge entières.

Impossible de taire davantage le scandale des femmes battues. A plus forte raison en période électorale. D'autant plus que le SPD (parti social-démocrate) et le

FDP (parti libéral) avaient été appuyés, lors des précédentes élections, par des électrices «progressistes» qu'ils avaient cruellement déçues par la suite. Tout d'un coup, l'argent se met à affluer. Le gouvernement fédéral donne son feu vert: dès l'automne 1976 le projet de maison de femmes est doté d'une subvention annuelle de 450000 DM. Au bout de trois ans, il incombera au Sénat berlinois de reprendre à sa charge le financement. Calcul électoral! Peu importe au groupe des Berlinoises, puisque leur projet va pouvoir se réaliser. Commence alors une lutte, car chacun des deux partis entend tirer la couverture à soi, afin d'éviter que les initiateur·ses du projet, des femmes du mouvement des femmes, n'aient trop de pouvoir. Celles-ci accordent une concession: une «Association de soutien» est constituée, au sein de laquelle figurent six femmes «honorablement connues du public», selon la formule du Sénat. Ces six femmes, qui auraient dû avoir une fonction de contrôle, se sont avérées dans la pratique un appui pour les féministes contre la rigidité des autorités en place.

Dans la maison des femmes vivent côté à côté l'équipe des permanentes et les fem-

mes qui s'y sont réfugiées. Elles décident en commun du déroulement de la vie quotidienne, au cours d'assemblées générales régulières. Les problèmes, personne ne les esquive, ils sont de taille. Des femmes traumatisées, qui se sentent dévalorisées; des enfants perturbés.

La maison de Berlin veut être un lieu de passage, elle ne suffit pourtant déjà plus aux besoins. Il faudrait des relais permettant aux femmes en voie de stabilisation de se loger jusqu'à ce qu'elles se sentent pleinement maîtresses de leur destin. Il faudrait aussi des communautés thérapeutiques.

Ces informations ont été tirées d'un article rédigé par Alice Schwarzer, éditrice d'«Emma», un mensuel publié à Cologne, tirant à 300000 exemplaires. Il s'agit d'un journal fait par des femmes pour les femmes, qui fait un effort réel, par son langage, pour s'adresser à toutes les femmes.

Son adresse: Emma, Zeitschrift für Frauen von Frauen, Köpplingplatz 1a, 5000 Köln 1. On le trouve également dans certains kiosques des principales villes de Suisse allemande.

Anne-Marie Ley

Les femmes battues et Errin Pizzezy

Suite de la page 1

communauté pour les hommes violents et qui marchait assez bien. Elle a dû être fermée par manque de moyens financiers.

Errin est couverte de dettes. En ce moment même, elle court le monde (Suisse: 4 mai sur les écrans de TV) pour tenter de réunir des fonds.

Pour Jenny Moody, tout a démarré il y a trois ans, autour d'une tasse de café, de grandes idées et pas un sou. Un an plus tard, elle ouvrirait son premier refuge: un amour de cottage fleuri. Tout y était beau, calme, propre, net. Aujourd'hui, elle peut recevoir 25 personnes. Un avocat et un juge s'occupent activement du refuge, ainsi qu'un médecin et des assistantes sociales.

Errin et Jenny sont bien d'accord là-dessus, les maris ont autant besoin d'aide que leurs femmes et leurs enfants.

Pour ces hommes, comme pour ces femmes, l'histoire, au départ, est souvent la même. Enfants d'alcooliques ou enfants-martyrs, ils ne connaissent que la violence comme moyen d'expression.

Voilà comment une jeune fille devient une femme battue:

a) elle épouse un homme violent, naïve-

ment, en ne sachant pas où elle met les pieds. (rare)

b) elle épouse un homme stable qui, à la suite d'un accident, ennuie professionnel ou autre, devient schizophrène. (rare)

c) le plus souvent, elle se marie avec le premier venu pour fuir de chez elle, et naturellement, le premier venu est un HOMME, grand, fort et bagarreur (il faut bien quelqu'un qui la protège, non?)

Côté bonhomme, il est violent, parce qu'accident ou maladie, parce que son père... parce que la société lui renvoie une belle image virile de lui-même, mais aussi parce qu'il était le petit-chouchou-à-sa-maman.

Voilà, mesdames. Toutes les femmes battues ne viennent pas de classes défavorisées. Tous les violents ne sont pas des saoulographes, loin de là. MAIS, moins rarement qu'on ne le pense, des sales gosses trop gâtés-pourris par leurs mères. Le problème des femmes battues est donc loin de nous être étranger. Nous savons bien ce qu'il nous reste à faire.

Marie-Pierre Carrelier

Le foyer Malley-Prairie à Lausanne

Ouvert le 1er février 1976, ce foyer est prévu pour toutes les femmes qui traversent une période difficile, tant sur le plan financier que sur le plan moral. Situé dans un immeuble de 6 étages, il comprend, à chaque étage, un petit salon, une cuisine-salle à manger, et sept studios équipés pour recevoir mère et enfant(s). Le sixième étage est réservé à la nursery et à la garderie ouverte tous les jours de 6h. à 19h.30 et pouvant accueillir 40 enfants.

Initialement prévu pour les mères célibataires, le Foyer Malley-Prairie a peu à peu élargi sa vocation: les portes de l'établissement se sont ouvertes à toutes les femmes en difficulté qui doivent, à un certain moment de leur vie, échapper à une épreuve intolérable, tant pour leur esprit que pour leur intégrité corporelle. Elles trouvent au foyer chaleur humaine, sympathie et aide: des assistantes sociales sont là pour les seconder dans des démarches qu'elles n'ont souvent pas le courage de faire toutes seules; l'organisation de la maison leur permet de laisser sans crainte leurs enfants pendant qu'elles font ces démarches ou pendant des heures de travail.

Deux studios sont réservés en permanence aux cas urgents: il faut pouvoir accueillir à n'importe quel moment une femme qui ne saurait où aller. Le séjour à Malley-Prairie est d'une durée variable.

Le directeur estime qu'il ne devrait pas excéder 6 mois, mais il faut que dans ce laps de temps, la femme ait retrouvé son équilibre, le désir peut-être de travailler, de se recycler (un tiers des locataires concernées par le problème du manque de formation personnelle ont trouvé au foyer les moyens et les motivations nécessaires pour entreprendre une formation ou un complément de formation). A la question, posée au directeur: y a-t-il des femmes battues parmi elles? — certainement, me répondit-il, mais il est impossible de dire dans quelles proportions, beaucoup ne racontent pas. Il y a des femmes au bord de la dépression, sur le point de se suicider, d'autres qui veulent échapper à des voisins, à la famille, face auxquels on se sent momentanément mal dans sa peau; d'autres sont en instance de divorce; d'autres enfin ont des dettes.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous savons qu'une émission de télévision, réalisée par Edith Sahlberg, traitera du problème des femmes battues, présentera le Foyer lausannois ainsi que SOS-Femmes battues de Genève; Erin Pizzezy, auteur de «Ne crie pas si fort, les voisins vont t'entendre», participera à cette émission: nous souhaitons que nos lecteurs voient cette émission: ce sera le 3 mai... c'était!... le 3 mai. S.Ch.

Parce que
je peux donner
ma mesure

MANPOWER
Le travail, j'aime.



grand
passage

le premier des grands magasins genevois

